

Ouest

Bafoussam

50 logements sociaux sortent de terre



L'accent doit être mis sur la qualité des ouvrages.

■ **Le projet, fruit de la coopération sino-camerounaise, évalué mardi dernier par le gouverneur.**

Gibrile KENFACK TSABDO

A partir de février 2017, les populations de Kouekong (Bafoussam I), pourront loger dans des bâtiments construits selon les règles de l'art. C'est que, depuis environ deux mois et demi, une entreprise chinoise, la Société nationale chinoise de coopération internationale, écono-

de 50 logements sociaux. Les travaux sont réalisés à un jet de pierre du tout nouveau stade Omnisports de Bafoussam, et s'inscrivent dans le cadre de la coopération sino-camerounaise. D'après le délégué régional de l'Habitat et du Développement urbain de l'Ouest, Nicolas Baba, ces logements so-

maximum de Camerounais dans des constructions adéquates.

Le gouverneur Augustine Awa Fonka, a effectué une descente sur le site, mardi dernier, afin d'évaluer le taux d'exécution et l'évolution des travaux. « Nous sommes satisfaits du fait que les travaux évoluent bien. Il y a quelques soucis pour la qualité des travaux, mais mes collaborateurs et les ingénieurs du suivi sont là pour donner des orientations pour qu'à la fin ces travaux soient bien exécutés », explique-t-il. L'état d'avancement tourne autour de 20%. Le gros œuvre est entièrement terminé. Les semelles des quatre immeubles R+2 sont en train d'être achevées. Les deux bâtiments-témoins en cours de finition, n'attendent plus que les tôles.

Après les fondations, les 112 ouvriers (dont huit Chinois), procèdent aux remblais, au chaînage des coffres des rez-de-chaussées. Les ingénieurs du suivi se rassurent que les spécifications techniques en termes de ferrailage, de composition-béton entre autres, sont respectées. Aux superviseurs des travaux, le gouverneur recommande des descentes régulières, pour se rassurer que les ouvrages

Adamaoua

Pndp phase III

Plus de 4 milliards de F pour la région

■ **Les flux migratoires et la pression sur les ressources disponibles pris en compte dans l'investissement accordé vendredi dernier aux 21 communes de la région.**

Alain MAZDA

L'enveloppe allouée aux 21 communes de la région de l'Adamaoua dans la phase III du Programme national de développement participatif (Pndp) représente 4,2 milliards de F. Vendredi dernier, à l'occasion d'un atelier d'imprégnation sur les procédures et innovations qui ont précédé la signature des contrats, les débats étaient empreints de convivialité. Conçue pour une période de douze années, chaque phase du Pndp s'étale sur une durée de quatre ans. Les deux précédentes phases ont déblayé le terrain.

Le PNPD a procédé aux recrutements des agents de développement au bénéfice des communes. Des facilités dans la mise en marche des projets sociaux ont été également accordées. Le processus a officiellement été enclenché pour la troisième phase en avril dernier. Pour cette dernière phase qui ira jusqu'en 2019, la région de l'Adamaoua devra re-

doubler de vigilance pour être efficace.

Ce d'autant plus qu'une partie de l'enveloppe va couvrir des difficultés spécifiques auxquelles fait face la région. Car, en plus de son extension à l'ensemble des 360 communes que compte le Cameroun, la troisième phase, dite celle de la consolidation, concentrera plus de financements en faveur des communes des régions de l'Adamaoua, de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Est, frappées par la pauvreté.

De l'avis de Marie Madeleine Nga, coordonnatrice nationale du Pndp, la décision d'accorder plus d'attention à ces quatre régions se justifie par le fait « qu'elles font face à certaines difficultés, notamment les flux migratoires occasionnés par la guerre contre Boko Haram et l'insécurité ». Pour autant, l'appui de Pndp ne sera pas une manne qu'il faut dilapider. C'est ainsi que des innovations ont été introduites dans les procédures de gestion.

Ouest

Passation des marchés publics
Des maires outillés

Les maîtres d'ouvrages savent désormais quoi faire.

■ **L'atelier organisé par le Pndp à Bafoussam vise à améliorer le cadre de vie des populations par la bonne réalisation d'ouvrages sociaux.**

Eric Vincent FOMO

« **J**e suis heureuse de cette initiative du Pndp car, la qualité du service offert au public dépend de la qualité de la maîtrise des procédures de mise en œuvre mais surtout des procédures de passation des marchés. » Célestine Ketcha Courtes, maire de Bangangté, comme

la vingtaine des maires présents, n'a pas tari d'éloges lundi dernier, à Bafoussam, en prenant part à l'atelier de formation de deux jours sur le manuel de procédures, relatif à la passation des marchés dans le cadre du Programme national de développement participatif.

A en croire Charles Boube Matcha, spécialiste en passation des marchés au Pndp, la non maîtrise des procédures de passation des marchés pose parfois des problèmes de retard, de sorte que les crédits obtenus auprès des bailleurs doivent être remboursés s'ils n'ont pas été entièrement consommés à la fin du délai contractuel.

De même, si les marchés sont mal passés, et l'ouvrage réalisé approximativement, le gouvernement doit

rembourser. Et en le faisant, les populations se trouvent privées de la réalisation d'ouvrages sociaux de qualité nécessaires à l'amélioration de leur cadre de vie. Aussi, ce spécialiste a insisté lundi sur la nécessité pour les magistrats municipaux (maîtres d'ouvrages communaux) d'être au courant desdites procédures afin de jouer véritablement le rôle pour lequel ils ont été élus. Il leur a rappelé notamment que lors des deux premières phases de mise en œuvre du Pndp, près de 4 000 micro projets ont été réalisés grâce au fait qu'un nombre important de marchés a pu être passé de manière diligente. D'où les défis de la troisième phase du Pndp qui doit apporter encore plus de résultats.

North West

Bamenda University

20 Higher Institutions To Be Mentored

■ *The UBa will work to ensure that the institutions are up to standards.*

LIENGU ETAKA ESONG

Proprietors of some private institutions of higher learning have been urged to put in their best in the education of young Cameroonians so as to meet the changing times. The call was made recently by the Vice Chancellor of the University of Bamenda, UBa, Prof. Theresa

Nkuko Akenji, during the signing of Memoranda of Understanding (MoUs) and Specific Partnership Agreements, SPAs, with 10 institutions of higher learning from different parts of Cameroon.

Some six schools - LAHIBA, Bamenda, ISEM, Douala, HINTP, Douala, Redemption Higher Institute, Muyuka, AZIMUT, Yaounde and ISTTI, Douala, all signed MOUs. Others, including ISBER, Yaounde, ISGHO, Yaounde, ISTAG, Yaounde and Saint Jude, Bamenda, all signed Specific Partnership Agreements, with the University of Bamenda. Prof. Theresa Nkuko Akenji said the partnership deals were based on UBa's drive for excellence in teaching, research and outreach, ad-



Prof Theresa Nkuko Akenji: "The partnership deals will help uphold excellence in innovation and productivity."

ding that the deal will go a long way to uphold excellence in innovation and productivity.

Prof. Akenji thanked the Minister of Higher Education for endorsing the partnership agreements with the various institutions and called on partners to respect the terms of the deals. Before accepting the partnerships, authorities from the University of Bamenda carried out several checks and visits to the various institutions to ensure that they met standards. Some school proprietors expressed gratitude to the University of Bamenda for accepting to work with them. They promised to respect the terms of the partnerships.



22/11/2016

PHOTO HOTEL MERINA 677.76.67.64

South West

Ekondo-Titi

Security Intensified

■ *This was after Nigerian pirates recently struck in fishing settlements in the creeks of Ekondo-Titi.*

ASONG Sylvester (CAMNEWS)

The Divisional Officer for Ekondo-Titi Sub-division in Ndian Division of the South West Region, Edwin Nkenya Ngwana, has congratulated the Commander of the 21st Bafuma in Ekondo-Titi and his men for the successful riposte against pirates in one of the fishing settlements, Masurri Balue. The DO made the appreciation after the military confronted Nigerian pirates who fled after the exchange of heavy gun-fire between the two sides on September 1, 2016, in the creeks.

Edwin Ngwana told Cameroon Tribune that despite tight security measures put in place in the creeks of Ekondo-Titi, the inhabitants continue to suffer several attacks from pirates. Unfortunately for the pirates this time around, they abandoned their boat as they were chased away by men of the 21st Bafuma in Ekondo-Titi. Accord-

ding to the DO, news of the presence of the pirates in the creeks came to him through a traditional ruler in one of the fishing settlements. He immediately invited the Commander of the 21st Bafuma who quickly deployed troops in the area in search of the pirates. Thanks to the cooperation of creek settlers, the pirates were traced to their hideout.

As the pirates saw the military from a distance, they began firing gun shots towards them, but later fled, leaving behind their boat containing two engines of 40-horse power each, a gun with ammunition, two cutlasses, a sack full of cell phones, three torches, two gallons of petrol of 50 litres each, five life jackets and food items. Meanwhile, the seized cell phones are being used in investigations. Business people coming from Nigeria by sea or those travelling from Cameroon to Nigeria often fall victim to the pirates.

Une campagne qui est organisée de manière synchronisée avec le Tchad et le

liomyélite, l'Extrême-Nord est celle qui concentre la plus forte population, soit

core les deux derniers tours.

Est

PNDP

Les acteurs formés à la passation des marchés

■ *Le Programme national de développement participatif vise 100% du taux de décaissements dans les 33 communes de l'Est.*

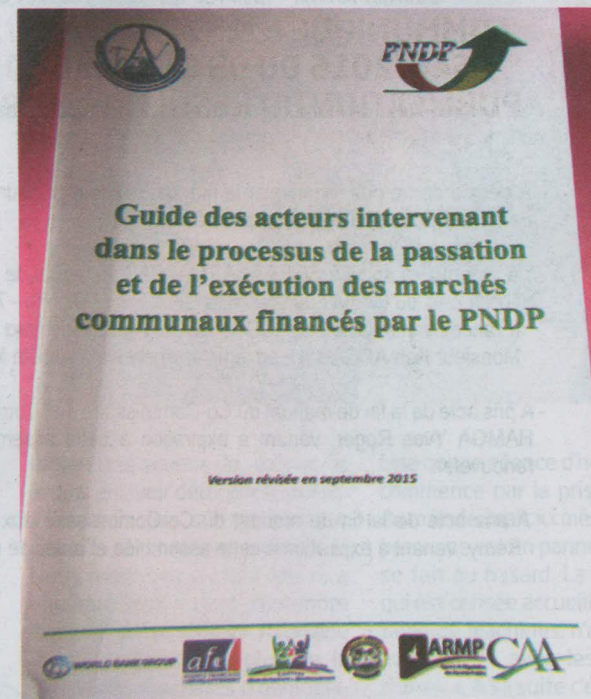
MESSI BALA

4000 mi-

cro-projets ont été réalisés sur les deux premières phases du Programme national de développement participatif (Pndp). Avec des taux de décaissement avoisinant parfois les 99%. Les défis de la troisième phase de financements reçus de la Banque mondiale, principal bailleur de fonds du Pndp, imposent cependant de rester dans la même dynamique, mais davantage d'améliorer les statistiques. «Parce qu'un nombre important de marchés a pu être passé de manière sou-

vent diligente durant ces huit dernières années, cela justifie qu'une mise à jour ait été engagée au niveau des procédures relatives à la passation des marchés afin que nous puissions atteindre les 100% souhaités», explique Claudine Ashetkuemun, délégué régional du Pndp à l'Est. En ouvrant le cycle de formation des intervenants du processus de passation des marchés communaux financés par le Pndp, mardi 4 octobre 2016 à Bertoua, Claudine Ashetkuemun et Irénée Galim Ngon, préfet du Lom-et-Djérem, ont voulu chacun rappeler aux maires et les autres acteurs l'importance attachée aux enseignements de quatre jours qu'ils vont recevoir.

Les leçons sont conçues autour du volume 3 du manuel de procédures de passations de marchés du Pndp. Un document en cohérence avec les textes de la réforme du système des



Le nouvel outil des communes pour profiter au maximum des financements du Pndp.

marchés publics et les directives des bailleurs de fonds. Un document qui apporte au final trois innovations majeures. La prise en compte de la notion de petit

contrat. L'intégration du recrutement des agents communaux dans les procédures. Et l'extension du guide aux marchés de prestations intellectuelles.

Plus de 5 milliards pour les communes

■ Les 33 collectivités locales de la région vont bénéficier de financements de la phase III du PNDP, lancée le 14 juillet dernier à Bertoua.



Le maire de Kentzou et la coordonnatrice régionale Pndp échangeant le document paraphé.

Pierre CHEMETE

Louis-Aimé Bélékou, maire de Kentzou, a le sourire large, en cette mi-journée du jeudi 14 juillet 2016. Dans la salle polyvalente du lycée technique de Kano, à Bertoua, l'édile appose sa signature sur le même document que Claudine Ashetkuemun, coordonnatrice régio-

nale du PNDP/Est. La convention que les deux signent marque ainsi l'entrée en scène officielle de la troisième phase des financements du Programme national du développement participatif (Pndp) dans la région de l'Est.

Et si M. Bélékou a été choisi pour être

parmi les signataires du jour, c'est parce qu'il a su impulser, avec brio, les projets de la deuxième phase du PNDP, arrivée désormais à terme. Par cet acte, le partenariat entre cet instrument gouvernemental et cette commune frontalière franchit un cap. Ses 32 autres collègues feront de même après lui. L'enjeu de ces conventions de financements est décrypté par un témoin de poids. Le coordonnateur national du PNDP, Marie Madeline Nga, dans son discours, souligne la portée de la troisième phase de financements dans la mise en œuvre et l'accompagnement optimal de la décentralisation. Pour elle, c'est davantage la volonté inébranlable du gouvernement, impulsée par le chef de l'Etat, Paul Biya, de donner plus de consistance au développement participatif. Cette quête du bien-être des populations est du reste à l'origine de cette phase dite de « consolidation », après celles d'initiation et d'extension. Elle se met en œuvre dans un contexte où le gouvernement poursuit la mise en œuvre de sa stratégie de croissance et de l'émergence, adossée sur la décentralisation qui donne des marges de manœuvre aux collectivités locales. L'Est aura droit à un peu plus de 5,711 milliards de F et au lieu de 31 communes, comme lors de la phase 2, les deux communes d'arrondissement, Bertoua I et II, sont désormais dans le lot des bénéficiaires.

Ouest

Bafoussam I

L'exécutif municipal dresse son bilan

■ Un point de presse donné mardi pour éclairer sur les réalisations effectuées et les perspectives.

Eric Vincent FOMO

Le 22 juillet dernier, les terrassements pour le chantier de construction de l'hôtel de ville de Bafoussam I devaient démarrer du côté de la place des fêtes de Bafoussam. Les travaux devant durer un an pour un coût d'un peu plus de 450 millions de Fcfa (mission de contrôle incluse). L'achat du terrain a coûté 120 millions de F. C'est là l'une des grosses réalisations de l'actuel exécutif communal de Bafoussam I qui s'en félicite d'ailleurs.

Lors d'un point de presse donné mardi, dans la salle de conférences de la commune, le maire Jules Hilaire Focka Focka, accompagné de ses plus proches collaborateurs, a dressé le bilan de son équipe près de trois ans (depuis novembre 2013, NdIr) après sa prise de fonction à la tête de cet exécutif communal. Au registre des réalisations, on note la construction du monument du cinquan-



Bafoussam I change progressivement.

tenaire de la Jeunesse à Kouekong, d'un hangar au marché Kam, de la clôture de l'abattoir municipal de Bafoussam. La construction et la réhabilitation des blocs de salle dans des écoles publiques de l'arrondissement, la construction des forages, latrines et ponts, la réhabilitation des routes en terre notamment celle menant au marché Banefo chefferie, l'électrification du quartier Badiembou Nfam et l'équipement en tables-bancs de certaines écoles publiques. Toutes ces réalisations, indique le magistrat municipal, ont été faites en deux

ans et demi. Ce qui augure de lendemains radieux, ce d'autant plus que le budget de la commune est passé de près de 654 millions de Fcfa à plus d'un milliard de Fcfa.

Les contribuables ont été sensibilisés, à cet effet, pour s'acquitter de leurs différentes taxes. En projet, le maire parle de la construction d'un véritable parc d'attraction à Kouekong d'un coût de trois milliards de Fcfa qui comprendra entre autres une piscine, des hôtels, des lieux de détente, des terrains de basket, football, etc.

Passation des marchés Les spécificités du PNDP

■ Elles seront présentées aux élus locaux à travers le pays. Une série de formations ouverte récemment à cet effet, à Yaoundé.

Félicité BAHANE N.

La troisième et dernière phase du Programme national de développement participatif (PNDP) est en cours depuis mai 2016. Mis en place par le gouvernement, avec l'appui de partenaires dont la Banque mondiale, ce programme vise à donner aux communes et communautés urbaines à la base, les moyens de la prise en charge effective de leur développement. Ceci, par le biais des formations des élus locaux, mais aussi et surtout, du financement de micro-projets sociaux de base et à vocation écono-

mique. Sauf qu'il a toujours été constaté une certaine difficulté dans le processus de passation des marchés au niveau déconcentré. D'où la production d'un manuel de procédures et d'un guide des acteurs intervenant dans le processus, concernant les projets PNDP. Un premier document a été produit en 2010 et un deuxième en 2015. Le volume III du manuel de procédures vient de voir le jour. Dans le but d'informer les acteurs et surtout leur présenter les spécificités de la passation et de l'exécution des marchés fi-

nancés par le PNDP, une série d'ateliers de formation sera organisée partout à travers le pays. La première étape à Yaoundé, a réuni les élus de la région du Centre. Des travaux ouverts mardi 23 août dernier par le secrétaire général du ministère des Marchés publics, Fritz Gerald Nasako.

Sur les spécificités des procédures PNDP, l'on apprend que des éléments plus simplifiés s'appliquent. « Il n'y a pas un appel d'offres ouvert, mais une demande de cotation avec une liste restreinte. C'est dire qu'on connaît d'emblée la qualité des prestataires avant de les mettre en concurrence. Et avant cette liste restreinte, il y a la pré-qualification des entreprises qui est faite aux niveaux national, régional et enfin communal.



Le PNDP forme les élus locaux à la passation des marchés.

Cinq à six PME qualifiées sont ainsi retenues et mises, en concurrence, toutes choses qui facilitent la procédure aux élus locaux», explique Charles Boube Matcha, spécialiste en passation des marchés du PNDP. Voilà la grande parti-

cularité des procédures PNDP. Autre chose, pour les marchés inférieurs à cinq millions de F, « nous faisons recours à ce qu'on appelle les commissions d'achats, qui jouent le même rôle que la commission de passation des marchés, mais

plus simplifiée. Il n'y a pas un bon de commande comme on le fait généralement dans les marchés publics, mais de petits contrats de travaux, de fournitures ou de prestations intellectuelles», ajoute notre spécialiste.

MARIE MADELEINE NGA



L'organisme que vous dirigez vient de bénéficier du financement de la 3ème étape de son programme, pouvez-vous, au préalable, esquisser le bilan des deux premières phases ?

Le bilan, c'est la couverture de l'ensemble des communes dans les dix régions du Cameroun. C'est aussi 329 Plans Communaux de Développement, c'est également la gouvernance locale dans les communes à travers le logiciel Simba qui permet aujourd'hui à l'ordonnateur qui est le maire de savoir exactement quelle est la trésorerie et quelle est la situation des dettes dans la commune. C'est aussi l'expertise communale à travers ces deux agents communaux que le programme a aidé la commune à recruter dans les 329 communes, soit près de 750 agents dont un financier et un autre, technique. Ces agents ont changé le visage de la commune dont certaines ont vu leur compte administratif passer du simple au double voire au triple et même au quadruple. Parce que ces agents mettent à jour le fichier des contribuables, ils assurent le recouvrement des impôts. L'agent technique en particulier permet à la commune d'élaborer un certain nombre de projets et d'obtenir des partenariats, des financements de part et d'autres. Dans la même lancée, nous avons financé des formations adressées à l'exécutif communal, aux agents communaux pour asseoir des compétences qui sont aujourd'hui celles des collectivités territoriales décentralisées. En plus de ces éléments, les communes ont bénéficié de dotations en matériels. Notamment, des motos ont été distribuées et chaque commune dispose d'une moto équipée d'un Gps pour sa localisation géographique. De même, des ordinateurs ont été distribués dans toutes les communes.

Evidemment la face visible de l'iceberg, ce sont les microprojets qui ont réussi à résoudre des problèmes parfois centenaires que personnes n'a adressé et qui sont captés par l'exercice de la planification. Le cas des sept forages pastoraux dans la commune de Dembo dans la région du Nord. Au total, il s'agit de 4 000 microprojets tout secteur confondu (des marchés, des salles de classe, des pistes, des centres de santé, des points d'eau, des magasins de stockage, etc.). Ces 4 000 ouvrages (microprojets) visibles sont l'aboutissement du processus de planification. Notons que cette démarche de planification

rentre dans la pédagogie qui consiste à identifier les problèmes, faire des diagnostics, prioriser et financer. C'est dire qu'aujourd'hui les maires sont des hommes politiques mais aussi des planificateurs, des négociateurs, des visionnaires aptes à gérer le développement de leur territoire. Notons également que des projets ont déjà été engagés pour la dynamisation de la communication, la réduction des effets des changements climatiques, etc. Voilà la substance des deux phases passées qui ont cédé le pas à la 3ème phase.

En quoi va concrètement consister cette 3ème phase ?

Après l'initiation qui est la 1ère phase qui s'est concentrée sur six régions, l'extension qui est la 2ème phase qui a couvert les dix régions, cette 3ème phase est celle de la consolidation des acquis. Cette phase nouvelle permet de s'étendre aux 31 communes d'arrondissement restées intouchées par le Programme national de développement participatif (Pndp). Il est question du Plan communal même pour ces communes d'arrondissement, parce qu'elles sont réellement, généralement à plus de 70% à 80 % de ruralité et le schéma d'urbanisation ne s'arrête qu'à un niveau donné. Nous travaillons avec le Ministère du Développement urbain et de l'Habitat pour réaliser une complémentarité de ce schéma d'urbanisation. A côté de ce premier axe, nous allons poursuivre dans la transparence budgétaire avec le logiciel Simba. Parce qu'il faut dire que cette transparence budgétaire qui assoit la gouvernance locale permet également la reddition des comptes. C'est-à-dire que les communes sont appelées à déposer leur compte administratifs auprès de la Chambre des Comptes de la Cour Suprême, auprès des trésoreries régionales et également auprès du Contrôle supérieur de l'Etat où se trouve une Direction des Collectivités territoriales décentralisées (CTD). Ce logiciel permet à ce beau monde de parler le même langage. Nous envisageons de créer un réseautage informatique entre le service des CTD de la trésorerie au niveau de la région avec les communes concernées par cette région-là de telle sorte que les liaisons se fassent de manière automatique. Nous allons par ailleurs mettre un accent sur les infrastructures économiques, ceci constitue le troisième axe de cette 3ème phase. Les salles

«Mettre un accent sur les infrastructures économiques de manière à impulser l'économie locale»

Le Coordonnateur national du PNDP précise les contours de la 3ème phase du programme en cours d'exécution.

de classe, les points d'eau, les centres de santé, tout cela est bien, mais à la fin de la journée, on a besoin de ressources financières. Que ce soit pour les communautés, les populations que la commune. Lorsque nous finançons un abattoir dans une commune qui, sur la base d'un cahier des charges délègue sa gestion à un syndicat de bouchers, cette commune reçoit une redevance et chacun trouve son compte. Nous allons mettre un accent sur les infrastructures économiques de manière à impulser l'économie locale. Des collaborations entreprises avec des Ong devraient aboutir à la structuration du territoire de la commune en pré-coopérative ou coopérative primaire de tous types d'activités. Un exemple réussi a été effectué dans la commune d'arrondissement de Yaoundé 7.

Pour ce qui est du quatrième axe, il va s'agir d'établir un dialogue citoyen entre la commune et les communautés qui la composent. La décentralisation, c'est un contenant avec des textes de loi, la réglementation, mais le contenu c'est une dynamique réelle entre la commune et les administrés, entre les élus et les électeurs. Nous voulons dynamiser les communes de manière à ce qu'on puisse avoir des solutions, des initiatives endogènes. C'est-à-dire que dans la PCD, le premier niveau soit ce que la commune peut faire avec les communautés de manière à être dans un dialogue transparent avec les populations. Nous allons accompagner la commune dans ce sens en soutenant l'édition d'un bulletin d'information qui va donner l'information aux communautés sur ce qui se passe dans la commune. Sur cette même lancée, les radios communautaires qui existent dans les communes doivent être mises à profit pour ce dialogue. D'ailleurs, nous sommes déjà engagés dans une opération de radios communautaires sur un financement du Contrat Désendettement Développement (C2D) de 2ème génération et qui va se mettre en place dans les trois mois à venir.

Ce projet de radios communautaires intègre le paquetage des trois opérations spécifiques entamées au niveau du programme. Il s'agit de douze radios communautaires qui seront créées dans douze communes et neuf autres à réhabiliter sur l'ensemble du territoire. On a commencé par la passation des marchés pour sélectionner les communes. Concernant toujours ce financement C2D de 2ème génération, nous avons une deuxième opération spécifique portant sur le Redd+, qui est une approche de solutions aux changements climatiques. Nous avons déjà sélectionné des cabinets qui ont réalisé des études de faisabilité sur les communes ayant fait réagir à l'appel à candidature. Ces études vont donner lieu à des projets répondants aux questions climatiques. Dans le même temps, une troisième opération spécifique pilote utilisant de la technique IMO (intensité de main d'œuvre) est en cours d'implémentation dans l'Extrême-Nord. Cette opération va s'intensifier par le recours à une opération complémentaire financée par l'Union Européenne à travers le truchement de la coopération française AFD. Dans le cadre de cette opération, des projets seront réalisés par la main d'œuvre recrutée, encadrée et rémunérée afin qu'elle puisse être stabilisée. Le processus de recrutement a été lancé en novembre dernier et les retombées sont chiffrées en termes d'impact

sur le terrain pour les jeunes de 18 à 35 ans. Le 5ème axe va être celui de l'émulation par la compétition. Nous voulons faire faire compétition les communes (dans une même région et dans une même catégorie) sur la base d'un ensemble de critères. Ainsi, en 2017, la meilleure commune sera primée à hauteur de 50 millions de francs cfa. A côté de cela, il est institué une prime de progressivité à partir de 2018.

Depuis le lancement officiel de la 3ème phase de ce programme le 10 mai 2016, où en est-on dans son opérationnalisation ?

A l'heure qu'il est, nous avons procédé au lancement des activités de la 3ème phase du PNDP dans toutes les régions. La dernière, c'est la région du Centre le 11 août 2016. Nous avons signé les conventions avec les communes avec lesquelles nous allons commencer à travailler.

Pour cette 3ème étape, l'on note l'implication des élus (députés et sénateurs), de certaines administrations, des organisations de la société civile comme bénéficiaires directs, qu'est ce qui justifie cette approche ?

Effectivement, le document de programme pour cette 3ème phase a donné la part belle à la composante 2 qui repose sur le renforcement des capacités. Le renforcement des capacités ne peut pas se conjuguer rien qu'avec les seuls maires. Nous avons pensé l'élargir à tous les acteurs qui peuvent interférer avec le processus de décentralisation pour le rendre plus fluide, plus consistant. Et autour de cela, les sénateurs sont des représentants des CTD, il faudrait qu'ils sachent de quoi il s'agit afin de jouer pleinement leur rôle. Il en est de même des services sectoriels déconcentrés qui doivent accompagner le processus. Tous ces acteurs sont des parties prenantes du processus et il faut que chaque maillon soit huilé et puisse jouer son rôle.

Il est à noter qu'une fois de plus une attention particulière sera accordée aux communes du septentrion ?

Il s'agit clairement des communes du septentrion et de l'Est. Vu l'actualité, nous avons l'insécurité qui prévaut dans ces régions, des mouvements migratoires au frontières et en internes. Ce sont des réalités qui ont été prises en considération. C'est pourquoi sur les 70 millions de dollars US que constitue ce crédit, 30 millions ont été réservés aux communes de ces quatre régions. Ces communes n'auront pas de contreparties à donner au moment du financement des microprojets, et 40 millions restants sont destinés à l'ensemble des communes pour toutes les autres activités y compris les quatre régions citées ci-dessus. Ces quatre communes ont une petite facilité sur ce premier financement de cette 3ème phase.

Réalisée par Claudel Tchinda

Ouest

Développement participatif

Plus de 2 milliards pour la phase 3



Les maires doivent accélérer le développement de leurs communautés.

■ Le gouverneur Awa Fonka a procédé au lancement officiel de ce nouveau Pndp récemment.

Gibrile KENFACK TSABDO

La standing-ovation des 40 maires de la région de l'Ouest à l'endroit du coordonnateur national du Programme national de développement participatif (Pndp), Marie Madeleine Nga, n'était pas gratuite. Lors de l'atelier régional de lancement de la 3^e phase ce lundi, à l'hôtel Talotei de Bafoussam, les élus se sont réjouis d'avoir bénéficié de toutes les phases du Programme depuis 2004.

Les statistiques de 12 ans de mise en œuvre parlent

d'elles-mêmes : plus de 378 micro-projets ont été réalisés sur le plan socio-économique dans les domaines de l'éducation, hydraulique, santé, agriculture... pour le bonheur de près de deux millions de bénéficiaires directs. Les 40 communes de l'Ouest disposent d'un Plan communal de développement. 79 cadres ont été recrutés par les communes, pour optimiser le recouvrement de leurs recettes propres. Pour la 3^e phase dite de « consolidation », l'enveloppe de l'Ouest est d'un peu plus de 2 milliards (2 971 806 421 F) sur fonds IDA de la Banque mondiale. Les maires, par la voix du secrétaire général de l'antenne régionale Ouest des Communes et villes unies du Cameroun, Charles Djadio Tchomtchoua, ont souhaité le soutien du Pndp dans le développement du secteur touristique, compte tenu des échéances qui interpellent la région, notamment la CAN 2019.

Est

Bertoua

Les jeunes parlent humanitaire



Les jeunes ont besoin des espaces pour laisser écarter leurs atouts.

■ Des étudiants venus du Tchad, Congo, Gabon, Cap-Vert et du Cameroun réarment leur fibre caritative à la faveur du forum biennal des clubs Croix-Rouge ouvert mardi dernier.

Pierre CHEMETE

Bertoua tient son forum de l'humanitaire. Un rendez-vous des clubs Croix-Rouge des universités et grandes écoles du Cameroun. Aux étudiants venus des dix régions du Cameroun, se sont joints leurs homologues du Tchad, du Congo Brazzaville, du Gabon et du Cap-Vert. Cette 6^e édition est placée sous le thème: «approche humanitaire et sécurité, jeunesse et responsabilité.»

Un thème qui s'appuie sur l'actualité de la région hôte, du fait de la crise en Centrafrique avec des urgences humanitaires et un défi sécurité réels. William Aurélien Eteki Mboumoua, président de la Croix-Rouge camerounaise, à l'ouverture des travaux, le 2 août dernier, a relevé qu'il est dès lors impérieux d'aider les jeunes à intégrer les valeurs humanitaires dans leur comportement et

dans leur lecture des événements proches et lointains. En vue de faire d'eux des artisans de paix et de solidarité. Au sein de la Croix-Rouge et du Croissant-rouge, 7 millions de jeunes environ participent aux activités dont la moitié en tant que volontaires. Ils constituent la force vive du mouvement. Le président national reconnaît que cette tranche d'âge est touchée par des pièges tels que la violence, la drogue et le chômage. Mais, au Cameroun comme ailleurs, des opportunités existent dans le domaine d'accès à l'information, le progrès technique, la mobilité sociale et l'entrepreneuriat.